

12/18 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2018

mardi 1er janvier 2019, par [Axelle DEGANS](#)

Voici une synthèse de l'actualité internationale de décembre 2018 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique @diploweb](#) (+ de 12 000 followers)

Le sort des urnes

En [Géorgie](#), Salomé Zourabichvili est devenue en décembre 2018 la nouvelle présidente de [la Géorgie](#), république du Caucase. C'est la dernière élection présidentielle qui procède du suffrage universel direct, la prochaine sera indirecte, le président étant choisi par les parlementaires. La nouvelle présidente est connue en France pour avoir précédemment embrassé une [carrière au Quai d'Orsay](#).

Andry Rajoelina a remporté en décembre 2018 les élections présidentielles malgaches avec un peu plus de 55 % des suffrages exprimés pour une participation d'un peu moins de 50%. La commission électorale doit confirmer les résultats alors que son challenger dénonce des fraudes électorales. Cette élection a été l'occasion de dépenses somptuaires alors que le revenu moyen des malgaches est aujourd'hui inférieur à celui du moment de l'indépendance. Le pays est gangrené par la corruption et le système de la « rapine », c'est-à-dire des prélèvements effectués sur les produits exportés.

En République démocratique du Congo (RDC) les élections présidentielles prévues pour décembre 2018 ont de nouveau été repoussées, ce qui laisse planer de fortes inquiétudes. Une vingtaine de candidats se présentent pourtant à ces élections. ... [L'Eglise catholique](#), une des rares structures qui maille encore l'ensemble du territoire congolais, promet d'être vigilante et de veiller à ce que le scrutin puisse se dérouler dans les meilleures conditions possibles. Joseph Kabila est président depuis la mort de son père - le seigneur de guerre Laurent-Désiré Kabila - en 2001. Il a été élu en 2006 puis en 2011. Les élections présidentielles auraient dû se tenir en 2016, mais elles sont depuis sans cesse ajournées, le président - qui ne peut se présenter pour un troisième mandat - restant au pouvoir. Le report partiel des élections, qui doivent se tenir le 30 décembre, n'est pas un bon signe.

Les nouvelles d'Afrique

En Tunisie, huit années presque jour pour jour après l'immolation du jeune Mohamed Bouazizi (décembre 2010) qui a été le point de départ de la « révolution du jasmin » et plus généralement des [révoltes arabes](#), un autre jeune, journaliste cette fois-ci, s'est immolé en décembre 2018 à Kasserine. Il a voulu, par son geste désespéré, dénoncer l'absence de perspective d'avenir dans son pays. Des heurts ont éclaté dans plusieurs villes tunisiennes, montrant que rien n'est réglé depuis la chute du président Ben Ali (2011) et la transition vers la démocratie. La situation économique et sociale reste bloquée, pour le malheur d'une jeunesse nombreuse et diplômée. L'islamisme radical monte dans ce pays où l'avenir semble sombre.

Le danger djihadiste est loin d'avoir disparu [au Sahel](#) comme le rappelle les récents affrontements au Mali. Le président Emmanuel Macron est allé réveiller avec les troupes françaises au Tchad, réaffirmant ainsi son soutien à l'engagement militaire au côté du G5 Sahel (Tchad, Burkina Faso, Mali, Niger et Mauritanie). Il demande à [l'Union européenne](#) de contribuer au plus vite au financement de cette action commune visant à éloigner [le danger djihadiste](#) de l'UE.

Au Maroc, deux jeunes touristes scandinaves ont été assassinées en décembre 2018 par des djihadistes. Une révélation perturbante pour le royaume chérifien. Au Niger, une centaine d'écoles ont été fermées en raison de menaces djihadistes.

Les Etats-Unis de Donald Trump



Le président [Donald Trump](#) annonce en décembre 2018 le retrait des troupes américaines de Syrie, déclarant que [l'Etat islamique](#) a définitivement été battu... mais rien n'est moins sûr. Il tient ainsi une de ses promesses électorales. C'est une décision assez populaire au sein de la population américaine, attachée à l'« America first ». Les effectifs militaires engagés (2 000 en Syrie et 14 000 en Afghanistan) devraient être divisés par plus de deux, mais les effectifs en Irak (5 200 hommes) devraient être maintenus. Cette décision, essentiellement décidée pour des considérations internes aux Etats-Unis n'est pas étrangère à la démission du secrétaire à la Défense, le général James Mattis. Elle pénalise [les Kurdes](#) que Washington avait jusque là soutenus mais satisfait grandement la Turquie qui ne veut pas de la création d'un Kurdistan indépendant.

Les Etats-Unis sont de nouveau confrontés en décembre 2018 à un « shut down », comme ils l'ont déjà été sous les mandatures de Bill Clinton ou Barack Obama. Le Congrès américain doit donner son accord pour un dépassement de budget - creusant donc davantage le déficit - pour financer la politique voulue par le président. Sinon, les fonctionnaires arrêtent d'être payés et des administrations ferment leurs portes. Il s'agit du troisième « shut down » de l'année 2018 après ceux des mois de janvier et février. Le bras de fer avec les parlementaires se cristallise autour du financement du mur que [Donald Trump](#) a promis d'ériger à la frontière avec le Mexique.

Le quarante-et-unième président des Etats-Unis, Georges Herbert Bush est décédé. Il a reçu des hommages nationaux et même internationaux. Il a été le président de la fin de la Guerre froide et de la guerre du Golfe, deux guerres gagnées par les Etats-Unis. L'actuel président a ostensiblement marqué une certaine indifférence à cette occasion.

La bulle qui s'est formée avec les cryptomonnaies - comme le bitcoin - au cours de l'année 2017 a fini par éclater en 2018. Ainsi, l'indice Bloomberg des cryptomonnaies les plus importantes a baissé de 80%, pour le plus grand malheur des spéculateurs qui y ont cru. Le krach des cryptomonnaies correspond aussi à une très mauvaise année boursière

Quelques nouvelles d'Asie

[Le Japon](#) est confronté à un environnement qu'il perçoit comme de plus en plus dangereux. Moscou a décidé de construire des bâtiments pour accueillir des soldats russes sur les îles Kouriles revendiquées par le Japon. Inquiet face à [une Chine](#) dont l'affirmation ne lui apparaît pas pacifique, de l'imprévisibilité de [la Corée du Nord](#), le Japon vient d'accroître en décembre 2018 son budget militaire de plus de 200 milliards d'euros sur les cinq prochaines années, pour acquérir de nouveaux avions de chasse auprès de Washington et transformer deux porte-hélicoptères en porte-avions.

Le Qatar, qui est l'objet d'un boycott de ses voisins emmenés par l'Arabie saoudite, a décidé de façon très symbolique de sortir en décembre 2018 de l'OPEP, le cartel des exportateurs de pétrole. C'est une manière de montrer sa résistance face à [la politique de Riyad](#).

Une angoissante nouvelle vient de se produire, la naissance de bébés - des jumelles - génétiquement modifiées. Elles le sont pour résister au Sida, une maladie qui n'afflige pas sa famille et qui n'empêche pas de naissance viable. Le chercheur et généticien français Axel Kahn a des mots très durs vis-à-vis de celui qui a permis cette naissance, qui ne relève d'aucune avancée scientifique mais d'une simple « audace » pour entrer dans l'Histoire. Il ajoute que le Sida ne sera peut-être même plus un fléau du monde quand ces petites chinoises parviendront à l'âge adulte, par contre, le code génétique de ces enfants est modifié sans en avoir la maîtrise complète. Le médecin a une terrible responsabilité envers elles, qu'il ne pourra jamais assumer. Un terrible précédent pour une humanité qui n'a rien à gagner à jouer aux apprentis-sorciers avec la génétique.

L'Indonésie est de nouveau frappée en décembre 2018 par des catastrophes naturelles après celles qui ont endeuillé l'archipel durant l'été 2018. Cette fois-ci l'activité du volcan Krakatoa est responsable d'un tsunami qui a frappé la région du détroit de la Sonde - le détroit le plus utilisé dans la région après celui de Malacca - et provoqué la mort de plus de quatre cent trente personnes.

Une gouvernance mondiale contestée

La COP 24 s'est tenue en décembre 2018 en Pologne, à Katowice. Après les engagements pris à Paris lors de la COP 21 concernant la limitation des gaz à effet de serre (GES) pour contenir le réchauffement climatique, force est de constater que ceux-ci n'ont pas réellement été tenus. Les ambitions affichées en Pologne sont bien plus modestes. Un sommet pour rien ?

L'ONU a fait signer en décembre 2018 [un pacte sur les migrations](#) qui est dénoncé par certains pays. Ainsi, les Etats-Unis, certains pays européens (Autriche, la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Pologne la République tchèque ou la Suisse), l'Australie, le Chili, ou Israël ont refusé de le ratifier. La signature apposée par Bruxelles a provoqué une crise gouvernementale en Belgique. Si l'ONU met en valeur que les Etats signataires conservent leur souveraineté en matière migratoire, les Etats non signataires craignent, eux, que ce texte devienne un argument de droit pour de futurs et possibles recours en justice alors que ce texte ne fait pas suffisamment la part entre migrations légales et migrations illégales.

La réunion du G20 - les vingt premières économies mondiales - s'est tenue en décembre 2018 à Buenos Aires, en Argentine. Elle n'a débouché sur « aucun recul », manière très diplomatique de ne pas dire que rien n'a fait plier Donald Trump, moins enclin au libre-échange multilatéral que ses prédécesseurs. Les entretiens bilatéraux se sont en revanche multipliés en marge de cette réunion.

Une Europe agitée

Dans l'Union européenne, les manifestations se multiplient en décembre 2018. En Hongrie contre le pouvoir de Viktor Orban [1]. En France, les gilets jaunes manifestent tous les samedi depuis le milieu du mois de novembre. A Bruxelles contre le pacte migratoire signé sous l'égide de l'ONU. Ces manifestations témoignent d'un vrai malaise qui saisit les Européens.

Bonus vidéo. L'Union européenne est-elle condamnée à l'impuissance ?

Le sommet de Bruxelles de décembre 2018 aboutit à la décision de créer un instrument budgétaire de la zone euro pour parvenir à un budget d'investissement.

En France, l'indice de fécondité s'élève désormais à 1,92 enfant par femme après s'être stabilisé autour de 2 enfants pour la période 2006-2014. Les générations ne sont donc plus renouvelées, ce qui accentue le vieillissement de la population.

Dans les Balkans, le Kosovo annonce en décembre 2018 sa volonté de créer une armée d'environ 5000 hommes pour remplacer les 2 500 hommes des forces de sécurité du Kosovo. Celui-ci est sous perfusions internationales, et la KFOR - dépendant de l'OTAN - assure sa sécurité. Si les aspirations du Kosovo sont soutenues par Washington, le Secrétaire général de l'ONU appelle à la retenue et la Serbie manifeste son mécontentement.

A Cuba, l'après Castro en désenchantement ?

A Cuba, la situation économique continue à se dégrader après le revirement de la politique de Washington. Les pénuries alimentaires s'aggravent, y compris pour les produits de première nécessité comme la farine et donc le pain. La situation de décembre 2018 n'est pas sans rappeler la crise sévère - la « période spéciale » - qu'a traversé l'île au lendemain de la chute de l'URSS (décembre 1991) qui finançait le régime castriste. Le président cubain Miguel Diaz-Canel s'est récemment fâché avec le nouveau président brésilien Bolsonaro, et donc l'un de ses importants partenaires économiques. Russie et Chine pourraient être des recours pour la Havane, dont le régime quasi autistique se préoccupe aujourd'hui de l'informatisation de l'île...

La Havane a aussi décidé d'encadrer davantage les entrepreneurs privés pour lutter contre le travail illégal. Or près de 13% de la population travaille désormais à son compte, les « cuentapopistas », souvent de petits artisans ou commerçants. [Il s'agit aussi pour le pouvoir d'inciter les étrangers à investir dans l'île.](#)

Bonnes nouvelles

[En France](#), la ville de Grasse vient d'être classée en décembre 2018 au patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO pour ses savoir-faire, déjà mondialement reconnus, dans le domaine du parfum.

Un bien fragile cessez-le-feu est signé en décembre 2018 entre les protagonistes de la guerre du Yémen. Ce conflit a déjà tué près de 100 000 civils et causé l'une des pires catastrophes humanitaires de ce nouveau siècle. Plus de 15 millions de Yéménites sont en situation d' « urgence alimentaire ».

Je vous présente mes meilleurs vœux pour 2019 en espérant une belle année géopolitique !

Copyright décembre 2018-Degans/Diploweb.com

Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par Diploweb pour la réussite aux concours.

. [Pierre Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la RUSSIE et de ses frontières" , éd. Diploweb via Amazon](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Union européenne. A l'heure du Brexit".](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Asie. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force".](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

. [A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)

. [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)

. [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)

. [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)

. [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)

P.-S.

Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne.

Notes

[1] Cf. France 24, Le débat "En Hongrie, Viktor Orban face à la contestation", 17 décembre 2018

<https://www.france24.com/fr/20181217-debat-hongrie-manifestations-loi-travail-viktor-orban> Avec Paul Gradwohl, Historien, spécialiste de l'Europe centrale ; Florence La Bruyère, Correspondante de RFI à Budapest ; Françoise Pons, Journaliste, présidente du Club Grande Europe ; Pierre Verluise, Directeur de Diploweb.com.